

PRÉFET DE LA RÉUNION

Direction de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Fonds pour le développement de la vie associative (FDVA)

Appel à projet : « fonctionnement et innovation »

Campagne de subventions 2018

Date limite de dépôt des dossiers : 21 septembre 2018

Textes de référence :

- Décret n° 2018-460 du 8 juin 2018 relatif au fonds pour le développement de la vie associative ;
- Instruction DJEPVA/SD1B/SD1B/2018/075 du 15 mai 2018 relative au FDVA et à l'utilisation de ses crédits déconcentrés ;
- Arrêté préfectoral n° 1412 du 1^{er} août 2018 portant composition de la commission régionale consultative du fonds pour le développement à la vie associative à La Réunion.

Le fonds de développement de la vie associative (FDVA)

Dans le droit fil de la déclinaison territoriale de la charte des engagements réciproques entre l'Etat, le mouvement associatif et les collectivités territoriales, le gouvernement a engagé une politique ambitieuse d'appui au développement de la vie associative, tous secteurs concernés. Le fonds pour le développement de la vie associative (FDVA) est à présent renforcé afin de soutenir les initiatives des associations au titre de l'intérêt général.

En complément du volet « formation des bénévoles », le FDVA comprend désormais deux autres volets :

- le financement global de l'activité d'une association ou la mise en œuvre de projets locaux de nouveaux services à la population (fonctionnement et innovation) ;
- les formations destinées aux bénévoles et éligibles au compte d'engagement citoyen.

Une commission régionale consultative du FDVA, placée sous l'autorité du préfet de La Réunion est chargée d'animer la mise en œuvre du fonds avec le concours de la direction de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale.

La présente note précise les critères d'éligibilité au FDVA « fonctionnement et innovation » ainsi que les modalités administratives de dépôt des demandes de subvention pour l'exercice budgétaire 2018.

1 - Les critères d'éligibilité au FDVA « fonctionnement et innovation »

A- Les associations éligibles

Peuvent déposer un projet les associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et son décret d'application, ou par le droit local 1905 :

- de tous secteurs confondus, y compris les associations sportives ;
- ayant leur siège social dans le département de La Réunion ;
- à jour de leurs obligations réglementaires de déclaration au répertoire national des associations (RNA) et ayant au minimum un an d'existence ;
- les établissements secondaires d'une association nationale domiciliée dans le département sous réserve de disposer d'un numéro de SIRET, d'un compte bancaire dédié et d'une délégation de pouvoir de l'association nationale.

Les associations éligibles doivent répondre aux conditions du droit commun d'agrément fixé par l'article 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (objet d'intérêt général, gouvernance démocratique et transparence financière). Elles doivent respecter la liberté de conscience et ne pas proposer d'actions à visée communautariste ou sectaire.

B - Les associations non éligibles

Ne sont pas éligibles au FDVA « fonctionnement et innovation » :

- les associations représentant un secteur professionnel (tous les syndicats professionnels régis par le code du travail) ;
- les associations dites « para-administratives ou paramunicipales » ; *(sont considérées comme telles, les associations dont les ressources budgétaires sont constituées pour l'essentiel, de fonds publics (environ 75 % des ressources de l'association sans préjudice d'autres financements publics, collectivités locales, Union européenne...) ou qui ne disposent pas d'une autonomie réelle de gestion par rapport au pouvoir public qui les subventionnent (faisceau d'indices : représentation prépondérante des financeurs publics au sein des organes dirigeants, fonctionnement témoignant d'une absence d'autonomie dans l'utilisation de ses moyens) ;*
- les associations défendant essentiellement les intérêts communs d'un public adhérent (au regard de leur objet statutaire, ainsi que de leurs activités réelles de lobbying).

C - Les projets éligibles

Pour être éligibles, les projets retenus doivent :

- être fondés sur une analyse des enjeux et des évolutions observés sur le territoire concerné ;
- servir la consolidation et l'évolution du projet associatif, de sa gouvernance et de son ancrage territorial ;
- contribuer à l'animation du tissu associatif local, au développement d'initiatives collaboratives ;
- promouvoir la participation de l'ensemble des acteurs engagés (publics bénéficiaires, partenaires) ;
- contribuer au développement de la participation citoyenne.

L'ensemble de ces critères doivent être présents, mais à des degrés divers selon la nature du projet.

D - Les projets non-éligibles

Ne seront pas retenus les projets :

- visant au seul bénéfice de l'association et de ses membres (absence d'ouverture sur son environnement et vers un public qui ne soit pas obligatoirement membre de l'association) ;
- se limitant à l'acquisition de biens amortissables (les subventions versées par l'intermédiaire du FDVA visent à soutenir le fonctionnement global de l'association et non pas l'investissement).

2 - Les priorités et critères d'appréciation pour l'attribution des subventions

La qualité du projet présenté constitue un élément d'appréciation prioritaire de la demande de subvention. Deux types de demandes peuvent être soutenus :

► **AXE 1 : Financement global de l'activité d'une association (FDVA-fonctionnement)**

L'objectif est de soutenir les projets qui contribuent au dynamisme de la vie associative locale, à sa consolidation et qui démontrent une capacité à mobiliser et à faire émerger des initiatives citoyennes fortes, favorisant l'engagement associatif et la mobilisation des bénévoles.

Sont concernées, les demandes visant à :

- développer une offre d'appui et d'accompagnement aux petites associations locales et à leurs bénévoles, dans une démarche de création de réseaux de proximité ;
- structurer et à développer le tissu associatif local en référence à la déclinaison territoriale de la charte des engagements réciproques entre l'Etat, le mouvement associatif de La Réunion et les collectivités territoriales ;
- renforcer la présence associative dans les territoires prioritaires : quartiers politique de la ville (QPV) ou zone de redynamisation rurale (ZRR) en contribuant à un maillage territorial stable ;
- consolider l'emploi associatif via la création de nouvelles activités ;
- accompagner le déploiement des grands réseaux associatifs sur l'ensemble du territoire et dans tous les secteurs d'activités ;
- structurer les partenariats en développant les compétences collaboratives (coopération, mutualisation, groupement d'employeurs...) ;
- proposer une offre d'ingénierie de projet et de soutien financier aux bénéficiaires du développement associatif.

Attention : les projets d'études, de diagnostics, de prospectives, d'investissement et d'équipement hors achat de matériel courant ne sont pas éligibles au FDVA-Fonctionnement.

► **AXE 2 : Mise en œuvre de projets ou activités créés dans le cadre du développement de nouveaux services à la population : (FDVA-innovation)**

Les projets présentés au titre de l'axe 2 doivent s'appuyer sur une analyse des évolutions de l'environnement social, économique et culturel du bassin de vie concerné, et répondre aux besoins ou demandes exprimés par les publics bénéficiaires de l'action.

L'innovation s'apprécie au regard de l'activité traditionnelle de l'association et de la prise en compte de la demande sociale non couverte, ou partiellement couverte.

Sont concernées les demandes visant à :

- développer les dynamiques associatives ou inter-associatives favorables à la création d'activités dans le cadre de **nouveaux services à la population** ;
- apporter une réponse à des besoins sociaux, économiques, culturels et environnementaux non couverts sur le territoire ;
- renforcer l'insertion et l'inclusion sociale des populations en s'appuyant sur une dynamique d'animation locale ;
- encourager les initiatives solidaires et citoyennes ;
- contribuer au dynamisme de la vie locale, à la création de richesse et de ressources sociales notamment en direction des territoires ruraux et des populations fragilisées ;
- favoriser l'engagement associatif, les prises de responsabilités solidaires et la promotion du bénévolat.

3 - Modalités de financement

L'aide pouvant être accordée dans le cadre du FDVA « fonctionnement - innovation » pourra être comprise entre 5 000 € et 20 000 €. Toutefois, des subventions pourront exceptionnellement être accordées au-delà de ce seuil, dès lors qu'elles se justifient au titre de la nature du projet, de son portage inter-associatif ou au vu des enjeux de services à la population. Le total des aides ne dépassera pas 80% du coût total de la demande.

Les demandes de subventions doivent spécifier s'il s'agit d'une aide au titre du « fonctionnement » ou de « l'innovation ».

4 - Constitution et transmission du dossier

Les dossiers doivent être transmis le vendredi 21 septembre 2018 au plus tard
TOUT DOSSIER INCOMPLET OU DEPOSE APRES LA DATE SERA REJETE.

Les demandes de subvention doivent être effectuées pour cette année de lancement du FDVA « **Fonctionnement-Innovation** », de façon dématérialisée via le Compte Association (<https://lecompteasso.associations.gouv.fr/login>).

En complément, il revient au porteur de projet de renseigner obligatoirement l'annexe 1-fiche projet et de l'adresser par courriel à anli.darouech@jscs.gouv.fr pour le **21 septembre 2018**.

<u>Contacts du service instructeur</u>	
Jacky PRIANON Délégué départemental à la vie associative tél : 02 62 20 54 22 jacky.prianon@jscs.gouv.fr	Anli DAROUECHE Suivi administratif tél : 02 62 20 54 12 anli.darouech@jscs.gouv.fr

5 - Evaluation des actions subventionnées

Pour les actions retenues au titre de la campagne FDVA 2018 – **AXE 2 : Innovation**, un **compte-rendu financier** (cerfa n°15059*01) téléchargeable depuis le lien suivant : <https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271> devra être retourné avant le **dépôt de toutes demandes de subvention FDVA 2019**.

Ces comptes rendus qualitatifs et financiers permettent de contrôler la bonne utilisation des crédits alloués. Toute subvention non justifiée sera considérée comme indument perçue et fera l'objet d'un titre de perception pour reversement au trésor public.